

Pour que cesse la collaboration entre la France et les mouvements islamistes. Pétition de Résistance républicaine.

écrit par Christine Tasin | 27 août 2013



A signer [ici](#).

Si nous ne nous faisons pas d'illusions sur l'efficacité des pétitions en tant que telles, elles peuvent avoir un intérêt politique. Elles peuvent montrer l'intérêt d'un sujet donné et envoyer ainsi un signal aux gouvernements, exactement comme le font les sondages. Sauf que cette fois il ne s'agit pas de classer les Français par âge, profession, milieu socio-culturel... Il s'agit pour les patriotes de notre pays et les défenseurs de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de dire non à l'horreur des islamistes et à celle de la collaboration de notre gouvernement avec eux.

C'est un devoir de résister à l'innommable.

Le premier acte de Résistance est de mettre son nom sous une lettre à François Hollande.

Parce que vous ne pourrez pas dire « je ne savais pas ».

Parce que qui ne dit mot consent.

Parce que la collaboration entre la France et les mouvements islamistes doit cesser.

Monsieur le Président de la République,

Votre Ministre des Affaires étrangères, monsieur Fabius, à propos de la situation en Egypte, a appelé le 30 juillet dernier au refus de la violence et à la libération des prisonniers politiques, y compris celle de l'ancien Président Morsi : « Nous, la France, nous appelons au refus de la violence et à la libération des prisonniers politiques y compris celle du Président, de l'ancien Président Morsi... on n'obtiendra rien par des affrontements entre l'armée et les Frères musulmans... »

Par ailleurs, Votre Ministre de l'Intérieur, monsieur Valls, a ordonné la dissolution de plusieurs associations en juillet dernier au motif qu'il n'y avait pas de place en France pour des associations exaltant la haine et pour assurer la sécurité des Français.

Monsieur le Président, les signataires de la présente vous demandent de respecter les traditions de notre pays : la France n'appelle pas à la libération de l'ancien Président Morsi dans la mesure où la France, pays souverain, a pour principe de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de pays étrangers souverains. La France n'a rien à obtenir en Egypte et surtout pas l'inversion du cours des choses créé par la signature de 22 millions d'Egyptiens exigeant le départ du Président Morsi et de l'Etat islamiste mis en place par les Frères musulmans.

D'autre part, nous vous signifions notre refus de voir votre gouvernement soutenir les associations « exprimant la haine », à savoir les mouvements islamistes comme l'UOIF qui est la façade des Frères musulmans en France.

La France n'a pas à intervenir dans les affaires intérieures d'un pays souverain, pas plus qu'elle n'acceptera d'intervention d'un pays étranger lorsqu'un gouvernement de la France décidera de mettre un terme à l'activisme des islamistes et en particulier de l'UOIF sur son territoire. En effet, tout mouvement qui n'est qu'expression de la haine de nos valeurs, de nos institutions et des non-musulmans n'a pas sa place en France.

Il n'est donc pas acceptable qu'en France soient acceptés l'UOIF et ses satellites, le CFCM –Conseil Français du Culte Musulman-, le CCIF – Collectif Contre l'Islamophobie en France–etc. ainsi que les associations salafistes, le mouvement Tabligh, le mouvement turc Milli-Görüs (CIMG) ainsi que les partis musulmans qui présentent des candidats aux élections, partis à fondements religieux incompatibles avec la laïcité de la République.

Avec mes meilleures salutations citoyennes et républicaines

Christine Tasin, présidente de Résistance Républicaine